

Réponse des candidats communistes valant pour toutes les circonscriptions

Objet : Réponse au réseau brestois pour l'accueil des migrants dans la dignité.

Brest, le 4/6/2018

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de votre sollicitation dans le cadre des élections législatives au sujet des réfugiés et de la crise migratoire. Il est vrai que ce sujet est quasiment absent, à notre grand regret, des débats de la campagne électorale.

Il est pourtant prioritaire tant la situation actuelle est dramatique, insatisfaisante sur le plan humain et juridique.

À l'opposé des discours de l'extrême droite et de la droite, qui instrumentalisent la crise des migrants pour diviser la société française, la France a besoin d'une politique d'accueil digne de ce nom pour les migrants – quelle que soit la cause initiale de leur exil –, elle doit prendre des initiatives pour la refonte des politiques migratoires européennes et de sa propre politique en la matière ; la mise en œuvre de politiques publiques de solidarité et de protection des populations les plus fragilisées par la crise économique et sociale.

Il y a une bataille idéologique à mener et une bataille politique fondées sur l'exigence de solidarités à redévelopper dans la société française, et à nouer avec les migrants qui paient au plus fort le prix des directives de Dublin et de l'austérité européenne.

Pour sauver des vies, il faut impérativement ouvrir des voies légales et sécurisées vers l'Europe.

En cinq mois, selon l'Organisation internationale des migrations, 2 606 femmes, hommes et enfants ont perdu la vie en voulant rejoindre l'Italie par la traversée de la Méditerranée depuis la Libye.

Ces tout derniers jours, par contre, 10 000 personnes ont pu être secourues grâce à l'intervention de navires affrétés par des associations comme SOS Méditerranée dont nous saluons l'engagement, mais aussi par quelques bateaux militaires ou encore des embarcations de la marine marchande en provenance d'Espagne, d'Italie, de Malte. Cette solidarité qui a permis de sauver des milliers de vies devrait être mieux connue et les acteurs de ces interventions honorés et soutenus dans leur action.

L'augmentation du nombre de victimes noyées en mer, parmi lesquelles de nombreux enfants, fait craindre que 2017 ne soit une année particulièrement meurtrière puisque la voie de passage terrestre par l'Europe centrale est maintenant close par les autorités de plusieurs pays européens.

Cette situation ne fait que multiplier les risques de nouvelles et nombreuses victimes et doit conduire l'Union européenne et ses États membres, en particulier les États riverains, à prendre des mesures exceptionnelles de sauvetage et de sécurisation, pour les migrants, des voies de migration

respectant les conventions internationales.

Car ces femmes et ces hommes, s'ils fuient la guerre et leurs terres de misère, fuient aussi les violences en Libye où les exécutions, les tortures, les viols, les extorsions sont monnaie courante. Cette même Libye, pays en guerre, avec qui l'UE et ses États membres dont la France ont signé lors du dernier sommet européen de Malte un accord pour financer l'ouverture de camps de rétention pour les migrants sur le sol libyen.

Aussi abject que contraire aux droits humains, ce nouvel Accord de la honte, après celui conclu avec la Turquie, pousse encore et toujours les migrants à risquer leur vie sous la coupe des trafiquants.

La seule réponse politique efficace est pour l'UE d'ouvrir des voies de passage légales et sécurisées qui mettraient un coup d'arrêt aux tragédies quotidiennes en mer et au commerce ignoble des trafiquants.

Le Parti communiste français par le biais de ses candidats aux élections législatives renouvelle l'exigence de la mise en œuvre d'une véritable politique d'accueil pour ces femmes et hommes venus chercher protection en Europe, en ouvrant de nouveaux centres d'accueil et d'orientation, et particulièrement en France, dans le département des Alpes Maritimes qui est, pour beaucoup d'entre eux, le premier contact avec la France.

Elles et ils doivent y trouver les possibilités concrètes de déposer leur demande d'asile s'ils le souhaitent ou de poursuivre leur chemin de plein droit vers le nord de l'Europe.

Les mineurs isolés étrangers doivent être mis sous la protection de l'État et des pouvoirs publics qui leur doivent assistance. L'État, l'administration préfectorale et les responsables politiques du département des Alpes Maritimes se doivent de mettre un terme à la scandaleuse "chasse" aux migrants et à tous les citoyens qui leur apporte secours, auxquels nous exprimons son plein et entier soutien et sa totale solidarité.

Pour résoudre la « crise migratoire », nous défendrons :

L'aide d'urgence aux réfugiés et aux migrants est essentielle.

- Respect absolu de la convention de Genève sur les réfugiés politiques et création de deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques.
- Mettre aux normes du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU des centres d'accueil par le doublement de leurs capacités.

- Mettre en place des dispositifs de soutien médico-social, des parcours d'insertion professionnelle et de scolarisation des enfants, garantir les droits de l'homme, de la femme et de l'enfant.

La refondation des politiques migratoires et des visas en France et en Europe.

- Abrogation des règlements de Dublin.
- Réorientation des missions de Frontex pour le sauvetage et l'ouverture de voies d'accès légales vers l'Europe, sans condition, pour sécuriser les migrants et lutter contre les trafiquants.
- Abrogation du « visa Balladur » qui a fait 10 000 morts dans la mer d'Anjouan. • Refonte complète des politiques de visas en France incluant la régularisation des sans-papiers.
- Organisation d'une conférence initiée par la France avec les pays d'émigration pour construire des politiques migratoires partagées et des coopérations pour le développement mutuel.

Des actions sous l'égide de l'ONU

- Mettre en place un plan international solidaire de lutte contre les inégalités sociales et économiques.
- Relancer l'aide publique au développement avec le respect des promesses la portant à 0,7 % du PIB et monter progressivement cette aide à 1 %.
- Promouvoir l'abolition de l'arme nucléaire et la dénucléarisation du Moyen-Orient et de l'Europe. Plan pour la paix en Syrie et en Irak
- S'engager résolument dans les initiatives diplomatiques de l'ONU pour la résolution politique des conflits en Syrie et en Irak.
- S'engager dans la lutte pour le démantèlement des filières du djihadisme en agissant contre les États et personnalités qui leur apportent des soutiens financiers, humains et matériels.

Des moyens pour soutenir le réseau des villes solidaires

- Stopper les mesures d'austérité qui frappent les budgets publics des collectivités locales, qui représentent une coupe de 7 milliards d'euros en 2016 et 2017.
- Engager un plan d'aide et d'accueil d'ampleur de 4 milliards d'euros dont au moins 2 milliards pour les collectivités

Voilà, Madame, Monsieur, rapidement esquissée, une approche de ce que nous serons attachés à

défendre et à continuer de proposer quand nous serons élus au Parlement.

En espérant avoir répondu à votre attente, nous vous remercions de votre sollicitation et vous prions de croire en notre attention ainsi que nos sentiments les meilleurs.

Nous restons à votre disposition pour échanger de manière plus approfondie si vous le souhaitez.

Jean Paul Cam (3^{ème} circonscription), Eric Guellec (2^{ème} circonscription), Pierre-Yves Lizard (5^{ème} circonscription), Maxime Paul (6^{ème} circonscription), Ismaël Dupont (4^{ème} circonscription).